



MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA
RECONCILIATION

Mouvement international de la Réconciliation
Branche française

Bulletin d'information

Secrétariat : 68 rue de Babylone, 75007 Paris
Tél.: 01 47 53 84 05, Fax: 01 45 51 40 31, Courriel: mirfr@club-internet.fr,
Site Internet : www.mirfrance.org

N° 138 : JANVIER – FEVRIER 2007

Edito : Les Justes

« Nous ignorons ce qu'est un juif, nous ne connaissons que des hommes. ». Réponse d'André Trocmé au préfet qui lui annonçait un recensement des Juifs sur le plateau du Chambon-sur-Lignon (43)

Le jeudi 18 janvier, le président Chirac, au nom de la Nation, a rendu hommage aux Justes de France en se rendant avec Simone Veil, présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, dans la crypte du Panthéon pour y dévoiler une plaque portant l'inscription suivante à la mémoire des Justes de France, ces personnes qui ont caché et sauvé des juifs pendant la Seconde guerre mondiale :

« Sous la chape de haine et de nuit tombée sur la France dans les années d'occupation, des lumières par milliers, refusèrent de s'éteindre. Nommés "Justes parmi les nations" ou restés anonymes, des femmes et des hommes de toutes origines et de toutes conditions ont sauvé des juifs des persécutions antisémites et des camps d'extermination. Bravant les risques encourus, ils ont incarné l'honneur de la France, ses valeurs de justice, de tolérance et d'humanité. »

À cette occasion, la branche française du Mouvement international de la Réconciliation (créée en 1923) rappelle que, parmi les 2 725 Justes aujourd'hui reconnus en France, figurent plusieurs de ses membres et particulièrement de ses fondateurs et dirigeants, dont le pasteur Henri Roser, le pasteur André Trocmé, sa femme Magda (*pour plus de détails, voir liste des Justes du MIR en page 6*).

Femmes et hommes engagés au nom de la non-violence évangélique, ils sont venus, courageusement et au péril de leur vie, au secours d'hommes, de femmes et d'enfants juifs, en ayant le sentiment de ne faire que leur devoir. Ils sont aujourd'hui des lumières pour ceux et celles qui veulent promouvoir une culture de la non-violence et de la paix comme nous y invite l'ONU dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010). Aujourd'hui encore, des milliers d'enfants ont besoin d'être sauvés de la violence des guerres et de la misère qui défigurent de nombreuses régions du monde, dont le Proche-Orient.

C. Renoux, ancien co-président du MIR et membre du comité national

Action du mois :

Une campagne pour un contrôle parlementaire renforcé de la politique de la France au sein des organisations internationales, lancée à l'initiative de Agir Ici Oxfam France et soutenue par le MIR

Aujourd'hui plus que jamais, le monde est confronté à une série de problèmes internationaux auxquels le cadre politique national ne peut répondre seul. La lutte contre la pauvreté, le changement climatique, les migrations, les pandémies, la libéralisation financière et commerciale, le terrorisme... sont autant d'enjeux que les organisations internationales, via la conclusion d'accords ou le financement de programmes, sont censées régler ou, à tout le moins, encadrer. **Au sein des organismes multilatéraux** (Conseil de sécurité de l'ONU, Banque mondiale, FMI, OMC...), **des représentants des gouvernements prennent ainsi des décisions pouvant affecter la vie de millions de personnes dans le monde dans une relative confidentialité, voire opacité.**

La France occupe dans ces institutions une place de premier plan. Or, les positions que les pouvoirs publics y défendent ne sont que rarement discutées au sein du parlement. Les parlementaires, en tant que représentants démocratiquement élus des citoyens, ont pourtant un rôle essentiel à jouer sur le contrôle des politiques publiques au niveau multilatéral. Et ce d'autant plus que les engagements de la France dans les différentes enceintes internationales ont, dans bien des cas, des conséquences désastreuses sur les populations les plus démunies des pays du Sud et sont parfois contradictoires.

C'est pourquoi, à l'approche des élections présidentielle et législatives, tout un collectif d'association, avec Oxfam France-Agir ici, lance **une campagne pour un contrôle parlementaire accru de la politique de coopération de la France.**

(voir suite p. 12)

Portrait : hommage à Jean Van Lierde

C'est un grand ami de la branche française du MIR qui est décédé le 15 décembre à Bruxelles des suites d'une leucémie. Jean van Lierde fut le premier objecteur de conscience déclaré en 1949 en Belgique: il avait reçu sa « vocation » à la libération en 1944, au moment où ses camarades résistants avaient voulu le forcer à exercer des violences sur les collaborateurs des nazis qu'on venait d'arrêter. Ensuite, au cours d'une rencontre franco-allemande de réconciliation en Allemagne en 1946-47, il avait pris conscience du nombre impressionnant d'objecteurs allemands et autrichiens qui avaient été déportés ou fusillés par les nazis en raison de leur refus de prendre les armes. Sa détermination était donc devenue totale : refuser le service militaire auquel il serait sans doute appelé. C'est pourquoi il fit face à des condamnations à répétition jusqu'au moment où il proposa de faire un service civil dans les charbonnages belges. Ce qu'il fit à celui du « Bois du Cazier » (Marcinelle, Charleroi), où les conditions étaient horriblement dures ; il les décrira ensuite dans sa brochure « Six mois dans l'enfer d'une mine belge ».

Déjà mal considéré par beaucoup dans les milieux du scoutisme catholique, du parti social-chrétien et des partis communiste et socialiste de l'époque, en raison de son objection de conscience, il se retrouva alors sur la liste des agitateurs, un peu plus isolé encore parmi les gens en responsabilité dans le pays. Mais beaucoup de jeunes (chrétiens, anarchistes, mondialistes,...) lui gardèrent leur sympathie et leur admiration pour le courage de ses opinions¹.

Professionnellement, Jean Van Lierde continua dans la ligne de ses combats politiques en devenant de 1958 à 1977 secrétaire général du CRISP (Centre de recherches et d'information socio-politique). Autodidacte depuis l'âge de ses 15 ans, ayant énormément lu et s'étant instruit par lui-même en fréquentant tous les milieux (chrétiens, marxistes, anarchistes, syndicalistes, internationalistes, anti-colonialistes,...), il prit part à tous les combats pour la justice de ces cinquante dernières années. C'est ainsi qu'il développa en Belgique des réseaux de solidarité avec le Vietnam, l'Algérie, le Congo belge,... Il anima pendant 40 ans la branche belge de l'Internationale des résistants à la guerre et du MIR et fut le pilier de « la Maison de la paix » de Bruxelles, lieu de rencontres et de documentation de tant de mouvements non-violents et anticolonialistes.

¹ En août 1956, une grande catastrophe se produisit dans la mine du « Bois du Cazier »... et des ministres de l'époque reconnurent la justesse de ses témoignages.

Son grand combat pour la reconnaissance de l'objection de conscience et pour la lutte non-violente dans les conflits de ce temps ne s'est jamais démenti. Avec son franc-parler, sans jamais mettre son drapeau dans sa poche ni faire passer son intérêt personnel avant ses engagements pour la paix et la justice, il aura été « un exemple pour des générations », comme l'a exprimé un jeune Bruxellois interrogé après son décès.

Par Henriette Tourne



Jean Van Lierde

Table des matières

1. Le MIR en France p. 3 - 6
2. Le MIR dans le monde p. 6 - 9
3. La phrase du mois p. 10
4. Courrier des lecteurs p. 10
5. De-ci, de-là p. 10 - 11
6. L'action du mois p. 12
7. Communion de prière p. 12

Important : recherche de parrains

Chaque semaine au MIR affluent des demandes de formation à la non-violence issues de groupes et d'individus, notamment en Afrique. Ces personnes, souvent originaires de pays qui ont traversé des guerres fratricides, souhaitent venir participer à la session de formation animée par le MIR durant l'été 2007 : or, en raison de leur impossibilité à financer leurs billets d'avion, nous faisons appel à vous pour vous demander de devenir leurs parrains.

Devenir leur parrain, cela signifie contribuer à financer leurs billets d'avion pour l'Europe et leurs frais de session, cela signifie leur donner la possibilité d'en apprendre davantage sur la non-violence et de semer les graines de la paix à leur retour... D'avance merci de l'aide que vous pourrez leur apporter : si petite soit-elle, elle sera fortement appréciée.

Le MIR en France...

Le 4^{ème} forum sur « La non violence à l'école » : un pas de plus vers l'éducation à la paix

Le 9 décembre 2006 s'est tenu au Sénat le quatrième forum sur « La non-violence à l'école », organisé par la Coordination française pour la Décennie. Des représentants du monde politique et syndical étaient venus réfléchir et débattre quant au projet d'introduction d'un programme d'éducation à la non-violence dans l'enseignement public. Ils le firent face à un auditoire attentif, composé essentiellement d'acteurs du monde de l'éducation et de militants associatifs.



Des participants au forum rassemblés au Sénat...

Premier constat, sur lequel tous se rejoignent : le système éducatif aujourd'hui est violent. Cela se manifeste aussi bien par des violences entre enfants, par celles des professeurs envers les jeunes mais aussi de ces derniers envers leurs enseignants. La violence, c'est aussi celle de l'échec scolaire. Selon les chiffres du syndicat PEEP², toute cette violence intrinsèque au système inquiète près de 93% des parents d'élèves. Comment faire passer ces valeurs essentielles, l'humanisme, la tolérance, la raison et le respect de l'autre au cœur d'un univers souvent chargé de dissensions ?

Face à ce constat, une nécessité s'impose et chacun fut d'avis qu'il était indispensable de former *tous* les acteurs du système éducatif à la non-violence. Tout d'abord et bien sûr, les enfants mais aussi les professeurs car, comme le disait Jaurès « on ne peut enseigner que ce qu'on est ». Tout le personnel scolaire (qu'il s'agisse des agents administratifs, du personnel de direction, des aides-éducateurs, etc) devrait être plus largement formé aux fondements et aux méthodes de la non-violence. Mieux encore, il serait intéressant d'accompagner les parents dans une démarche similaire, d'autant plus que depuis un décret de juillet 2006, ceux-ci sont autorisés à agir en tant que médiateurs dans le milieu scolaire en certaines occasions.

Ainsi, si tous s'accordent sur la nécessité de l'introduction d'une éducation à la non-violence dans le système scolaire, toute la question est de s'entendre sur la manière de l'introduire

Le débat s'est surtout porté sur le point suivant : faut-il introduire un module spécifique d'une heure par semaine dédié à l'éducation à la non-violence ? S'agit-il plutôt d'utiliser l'actuelle heure de vie de classe afin de parler de non-violence avec les jeunes ? Ou alors doit-on plutôt opter pour une approche plus transversale, en abordant la non-violence dans les cours tels que l'histoire - géographie, l'éducation civique mais aussi l'apprentissage de la langue française (puisque, selon Georges Bataille, la violence serait « l'absence de mots ») ? La Coordination française pour la Décennie, en la personne de Christian Renoux, plaide pour l'introduction d'un module spécifique, arguant que la gestion des conflits ne peut être innée et qu'il est nécessaire d'en apprendre les méthodes. Si les Verts vont aussi dans ce sens, la plupart des autres représentants de partis politiques ou de syndicats font preuve de plus de réserve. Certains craignent d'alourdir l'emploi du temps déjà chargé des élèves ou de susciter leur rejet face au rajout d'une nouvelle matière,... comme le disait Mme Anne Dehestru de la PEEP : « L'éducation à la non-violence ne devrait pas être perçue par les enfants comme une matière parmi tant d'autres. »



Un débat animé autour des intervenants du monde politique et syndical...

Ainsi, si certains doutes subsistent encore sur la façon la plus adéquate d'introduire l'éducation à la non-violence dans le système scolaire, ce qui m'a marquée dans ce forum, c'est la conviction, partagée par tous, que cette éducation est indispensable. Je reste convaincue que le moyen le plus sûr d'éviter les sursauts de violences à tous les niveaux est de rendre la violence inacceptable dans les esprits et les mentalités, et ce dès le plus jeune âge. Comme l'a souligné C. Renoux, cela doit aussi passer par l'introduction d'une loi interdisant toute forme de maltraitance physique et d'actes humiliants sur les enfants. Apprendre à se respecter, dans son corps et son intégrité, dès l'enfance, est un premier pas pour apprendre le respect de l'autre.

B.Fleur Vappereau, secrétaire nationale du MIR

² PEEP : Parents d'élèves de l'éducation publique

Une rencontre sur le thème « Economie et paix », avec l'école soufie internationale

Samedi 9 décembre 2006, François Jourdan était invité, comme membre du MIR et intervenant, à l'après-midi organisée par la confrérie soufie mouride sénégalaise sur le thème « Economie et paix ».

Il y avait également une intervenante qui traita de l'expérience du CCFD³ et un juif messianique, plus sensible à ce qui est en conformité avec les lois de la Tora. En tout, cette après-midi rassemblait une vingtaine de personnes, dont des habitués de ce groupe mouride. On commença par un bref extrait du film sur Gandhi. Puis, François Jourdan intervint sur l'efficacité des moyens pauvres, la nécessité des contre-pouvoirs, celle du long terme ; la non-violence exerce une réelle contrainte respectueuse et n'est pas seulement de la prière ou de la sérénité. On termina par une séance de chants : hindous, musulmans et Alléluia mêlés.

Le groupe qui animait cet évènement, « l'Ecole soufie internationale » du Plessis-Tréville, avait déjà travaillé sur la question par des tracts mettant en avant des exemples « d'êtres de paix » comme Gandhi, Mandela, le dalaï lama, l'émir Abdel Kader, Mère Teresa, Martin Luther King, Wangari Mathai, Shirin Ebadi, Sr Emmanuelle, Abdul Baha ou cheikh Amadou Bamba, qui fonda les Mourides (voir encadré ci-dessous). Ces êtres de paix pratiqueraient tous une « loi de la paix » en 12 points. Parmi ceux-ci, citons la thérapie de la libération, le pouvoir de la pensée, l'intelligence du réel, le « modèle prophétique ».

Jusqu'à présent aucune religion n'a véritablement embrassé le message de la non-violence gandhienne, mais dans de petits cercles on en parle encore !

*François Jourdan,
membre du comité national du MIR*

Pour en savoir davantage...

Les Mourides sont des disciples de **cheikh Ahmadou Bamba**, qui vit le jour au Sénégal et vécut de 1853 à 1927. Il fonda la Mouridiya en 1883, une voie soufie ayant pour but de revivifier l'islam en son essence. Cheikh Ahmadou Bamba fut déporté tour à tour au Gabon et en Mauritanie et mis en résidence surveillée par les autorités coloniales françaises. Mais à son retour d'exil, il leur accorda son pardon et invoqua la miséricorde divine. Les Mourides ont une pratique religieuse ouverte et respectueuse des autres cultes, fondée sur la paix et l'amour.

³ Comité catholique contre la faim et pour le développement

Abdul Baha (1844-1921) est le fils aîné de Baha Ullah, le fondateur de la religion bahaïe. Dès l'âge de 9 ans, il partagea l'exil et l'emprisonnement de son père. Baha Ullah le désigna comme son successeur et interprète de ses enseignements.

L'émir Abdelkader (1808 à 1883) fut proclamé « sultan des Arabes » en 1832. Il résista farouchement à l'invasion coloniale française, mais finit par être exilé à Toulon, Pau, puis Amboise. Il fut libéré par Napoléon III et partit s'installer en Turquie, puis à Damas. Après le temps de la guerre, vint le temps du dialogue et l'émir Abdelkader se voulut un pont entre l'Orient et l'Occident, prônant l'ouverture et le dialogue entre les cultures et les religions. C'est ainsi qu'en 1860, lors des émeutes antichrétiennes à Damas, il sauva quelque 12 000 chrétiens maronites.

Wangari Maathai est une universitaire et femme politique kenyane. Elle créa en 1977 le « Mouvement de la ceinture verte » qui lutte contre le déboisement et les dégradations de l'environnement. Elle a essentiellement mobilisé des femmes dans ce projet d'écologie de la paix. Selon elle, « l'environnement est très important pour la paix car, quand on détruit nos ressources et que nos ressources se raréfient, nous nous battons pour nous les approprier ». Elle fut lauréate du prix Nobel de la paix en 2004 pour « sa contribution au développement durable, à la démocratie et à la paix ». Et le comité Nobel d'ajouter : "Elle pense au niveau mondial et elle agit au niveau local".

Soyez les bienvenus à une après-midi de rencontre et de conférences et à notre Assemblée générale les 10 et 11 mars

Nous vous invitons à venir partager avec nous une après-midi de rencontre, conférences et débats,

- sur le thème « Valeurs de non-violence et citoyenneté »

- avec plusieurs intervenants du MIR, ainsi que d'autres invités, représentants du monde politique et associatif

- le samedi 10 mars à partir de 15h00

- à la paroisse Saint-Paul de Massy (91). Pour venir à Massy : RER B (direction St-Rémy les Chevreuse), arrêt les Baconnets.

Puis programme en soirée :

- 18h00 : possibilité de participer à une messe co-animée par le MIR

- repas convivial

- 20h15 : intervention d'un membre de l'association rwandaise « Les Familles de paix ».

Ensuite, nous serons heureux de vous accueillir pour l'Assemblée générale du MIR le dimanche 11 mars de 9h30 à 13h00 dans les locaux du MIR, au 68 rue de Babylone, 75007 Paris (métro Saint-François Xavier, ligne 13). Veuillez trouver ci-joint notre invitation à l'assemblée ainsi que les pouvoirs à transmettre, en cas d'absence.

Au plaisir de vous voir !

Un appel au Président de la République concernant l'arme atomique

Aux côtés de plusieurs associations, le MIR va prochainement interpeller le Président de la République concernant ses prises de position quant à l'arme nucléaire... Une lettre a été rédigée dont voici des extraits. Actuellement, celle-ci en est encore au stade de la proposition : elle sera légèrement modifiée pour s'inscrire dans la campagne internationale pour le désarmement lancée par *Mayors for Peace* et l'*Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire*.

Monsieur le Président,

Au cours de votre visite à la base de sous-marins de l'île Longue, le 19 janvier 2006, vous avez affirmé que notre dissuasion nucléaire était adaptée aux nouvelles menaces et annoncé qu'elle pouvait être utilisée contre les centres de pouvoirs d'une puissance majeure ou régionale qui voudrait s'en prendre à nos intérêts vitaux [...]. Nous tenons à vous dire que ce discours, qui tend à banaliser l'arme nucléaire, nous afflige et nous consterne profondément. Toute menace d'utilisation prend en otages de très nombreuses populations civiles et toute frappe, aussi limitée soit-elle, déclencherait le cycle infernal des représailles. [...]

Aujourd'hui, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité continuent ouvertement de perfectionner leur armement nucléaire, en contradiction avec l'article VI du traité de non prolifération, qu'ils ont signé [...]. C'est en voulant faire comme nous que l'actuel gouvernement iranien, comme celui de la Corée du Nord, tentent d'accéder au club nucléaire [...]. Il nous est difficile de vous comprendre lorsque vous affirmez que « face à des menaces en constante évolution, la dissuasion nucléaire garantit nos intérêts vitaux ».

La France, monsieur le Président (longtemps considérée comme la patrie des droits de l'homme), ne se déshonore-t-elle pas en possédant une arme aussi monstrueuse ? En comptant tous nos missiles, nous atteignons une puissance de destruction de 61.200 kilotonnes de TNT. C'est donc à plus de 4000 Hiroshima qu'on peut estimer notre puissance de destruction [...]⁴. « Les armes ont été de tout temps les instruments de la barbarie »⁵. Or la barbarie nucléaire n'a rien à envier aux autres barbaries. [...]

Cet armement n'est-il pas une des plus fortes négations de la solidarité humaine ?

⁴ Le TNT ou trinitrotoluène est l'un des explosifs chimiques les plus puissants. La puissance de la bombe d'Hiroshima, qui a fait près de 140 000 morts, correspondait à 15 kilotonnes de TNT. Si on fait un calcul rapide en supposant qu'il y ait proportionnalité, les chiffres plus précis sont de 4080 Hiroshima et 571 millions de morts.

⁵ Général Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, éditions Plon 1983

Or nous vous savons très concernés par les problèmes de solidarité. C'est de solidarité que notre pays et le monde ont besoin et non de bombes atomiques ou d'autres armes particulièrement meurtrières. Comme vous le savez, nul ne peut servir deux maîtres, surtout deux maîtres aussi radicalement opposés. [...] Le développement de certaines armes (obus à uranium appauvri, bombes à sous-munitions, bombes à fragmentation...) relève, comme pour le nucléaire, d'une utilisation criminelle de la science et de la technologie [...].

A cause des dépenses pour entretenir et perfectionner tous nos armements, c'est un véritable boulet économique que nous traînons [...]. Si vous aviez le courage d'abolir l'arme nucléaire, d'importants moyens pourraient être dégagés. Une partie de ces moyens pourrait permettre de renflouer les budgets de certains ministères (Education, Justice, Affaires sociales...). Une autre partie pourrait permettre de lancer une véritable politique de co-développement avec les pays du Sud [...]. Le coût social inadmissible des dépenses d'armement a été très bien souligné par le général Dwight Eisenhower lorsqu'il a dit : « *Chaque canon qui est fabriqué, chaque nouveau navire de guerre mis à flot, chaque fusée mise à feu, signifie au bout du compte un vol vis-à-vis de ceux qui ont faim et qu'on laisse sans nourriture, de ceux qui ont froid et qu'on laisse sans vêtement* »⁶. [...]

Pour toutes ces raisons, nous faisons appel à vous, pour vous dire, monsieur le Président, qu'en prenant la décision courageuse d'abandonner son armement nucléaire, la France pourrait envisager de mettre un terme à la dissémination de cet armement et se donner les moyens d'une véritable politique sociale vis-à-vis des Français les plus déshérités, mais aussi apporter au tiers-monde une aide significative. [...]

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux et déterminés, **MIR, MAN, MDPL, les Paysans du Larzac, CANVA et Greenpeace Montpellier**

Une session de formation du MIR : Fondements et méthodes de la non-violence évangélique active

Nous vous invitons à venir participer à une session de formation, animée par le MIR, du 22 au 27 juillet 2007, sur le thème « Fondements et méthodes de la non-violence évangélique active ». La session aura lieu à la maison Jean Goss, en Alsace. Cette session, qui sera franco-allemande, est ouverte à tous. *Pour plus de détails, veuillez vous référer au dépliant ci-joint. Le secrétariat du MIR reste également à votre disposition.*

⁶ *International Herald Tribune* du 7 juin 2004

Membres du MIR ayant reçu la médaille des Justes (suite de l'éditorial)

Le 18 janvier 2007 Jacques Chirac a rendu hommage aux Justes de France, qui avaient, souvent au péril de leur vie, aidé et protégé des juifs durant la seconde guerre mondiale. Parmi ces Justes, plusieurs étaient membres du MIR :

* **Le pasteur Henri Roser** (1899-1981) cofondateur et président de la branche française du MIR (médaille des Justes en 1976)

* **Le pasteur André Trocmé** (1901-1971) également fondateur de cette même branche française, cofondateur du Collège cévenol (Chambon-sur-Lignon) et secrétaire européen du MIR (médaille des Justes en 1971)

* **Magda Trocmé** (1902-1996), sa femme, membre du MIR (médaille des Justes en 1971)

* **Leur neveu Daniel Trocmé** (né en 1944), professeur au Collège cévenol du Chambon-sur-Lignon

* **Le pasteur Edouard Theis**, directeur du Collège cévenol et membre du MIR (médaille des Justes en 1981)

* **Milred Theis**, sa femme (médaille des Justes en 1981)

* **Le pasteur Jacques Martin** (1906-2001), cofondateur de la branche française du MIR et premier rédacteur des *Cahiers de la Réconciliation* (Médaille des Justes en 1998)

* **Jacqueline Martin-Elié**, sa femme (médaille des Justes en 1998 à titre posthume).

Bibliographie :

Philippe P. Hallié, *Le Sang des innocents. Le Chambon-sur-Lignon, village sauveur*, Paris, Stock, 1979.

Philippe Boegner, *Ici on a aimé les Juifs*, J.-C. Lattès, 1982.

Film à voir :

Le film de J.-L. Lorenzi, « *La Colline aux mille enfants* ». Il s'inspire de l'histoire du pasteur André Trocmé et de sa femme au Chambon-sur-Lignon pendant la Seconde guerre mondiale.



André Trocmé, Henri Roser et Edouard Theis

Le MIR dans le monde...

Nouvelles de nos amis de l'IFOR...

Chris Cole, secrétaire national de l'IFOR en Angleterre, condamné à 28 jours d'emprisonnement en raison de son action pour la paix en 2004

Suite à l'emprisonnement de Chris Cole, secrétaire national de l'IFOR en Angleterre, la branche française du MIR souhaite exprimer à la fois sa révolte face à cette situation inique et son soutien à Chris Cole.

Un militant chrétien pour la paix originaire d'Oxford a été emprisonné aujourd'hui pour 28 jours, à Londres, pour avoir refusé de payer une amende de 661 livres⁷ liée à une manifestation contre la guerre en Irak en décembre 2004.

Chris Cole, père de trois enfants, secrétaire national du MIR en Angleterre, faisait partie d'un petit groupe de manifestants anti-guerre qui avaient creusé des tombes symboliques dans les pelouses du ministère de la Défense et y avait écrit les mots «Souvenez-vous des innocents – arrêtez la guerre ! » le 28 décembre 2004 (jour de la fête chrétienne dite « des Innocents »).

Chris Cole a expliqué au juge qu'il refusait de payer l'amende car il lui semblait juste d'avoir manifesté contre la guerre. Il a affirmé : « Des milliers d'innocents ont perdu la vie au cours de l'invasion illégale et de l'actuelle guerre en Irak. Chacun a le devoir de résister à la guerre faite à des civils innocents par son gouvernement ».

En juillet 2006, le tribunal avait saisi la voiture de la famille Cole en raison de l'amende due et l'avait vendue aux enchères pour la somme ridicule de 52 livres⁸. *Pat Gaffney, secrétaire général de Pax Christi, Londres, 22 janvier 2007*

La branche américaine de l'IFOR toujours mobilisée contre la guerre en Irak

Le 27 janvier 2007, les membres de la branche américaine de l'IFOR s'étaient organisés pour se rendre à Washington et manifester aux côtés de la coordination d'associations United for Peace and Justice, pour marquer leur opposition aux crédits demandés par le président Bush pour les renforts prévus en Irak. Cette manifestation a rassemblé plus de 100 000 personnes. Nos amis de l'IFOR avaient organisé une vigile interreligieuse avant la manifestation et vont poursuivre leurs démarches pour la paix auprès du Congrès.

⁷ Soit 987 euros

⁸ Soit 77 euros

Nouvelles du Proche-Orient...

**ASSEZ DE SANG ET DE LARMES AU
PROCHE-ORIENT !
Nous en appelons aux gouvernements des
nations**

A la fin de l'année 2006, face à l'aggravation de la situation en Israël et en Palestine, et tout particulièrement à Gaza, plusieurs associations, dont le MIR, se sont mobilisées autour de cet appel pour la paix au Proche-Orient, lancé à l'initiative de Pax Christi France...

Nous, présidents et responsables des mouvements et organismes soussignés, préoccupés de la situation du Proche-Orient, bouleversés par les événements récents survenus dans la bande de Gaza, nous tenons à le dire haut et clair :

Nous en avons assez

- Assez des larmes infligées et du sang innocent versé sur une terre où depuis si longtemps déjà retentit un message de paix, de justice et d'amour.
- Assez d'une guerre qui n'en finit pas, pour la seule raison que ceux qui auraient le pouvoir d'y mettre fin ne le désirent pas avec l'ardeur nécessaire à la construction de la paix.
- Assez que la vie des enfants dépende de la fiabilité et de la précision des outils de destruction et de mort qui sont entre les mains des Etats.
- Assez de l'hypocrisie largement partagée permettant aux décideurs de s'exonérer de leur responsabilité de mettre un terme à ce qui est devenu un déni d'humanité caractérisé.
- Assez des dérobades, des faux-fuyants, des arguments de circonstance avec lesquels la communauté internationale justifie ses postures résignées face à une situation dramatique portant en germe des tensions qui menacent la paix du monde.
- Assez de voir triompher des choix de vengeance, de haine et de division dont seuls notre aveuglement et nos parti pris nous empêchent de comprendre que leurs effets ont des retombées dans nos propres sociétés.
- Assez de laisser mettre à mal sans réagir le bien commun, au service duquel devrait être inlassablement tout homme de bonne volonté.

Nous en appelons aux gouvernements des nations

Nous savons à quel point la résolution du conflit qui détruit l'avenir des peuples d'Israël et de Palestine relève de l'initiative politique. C'est pourquoi nous en appelons aux gouvernements des nations, pour qu'ils relèvent ce défi majeur de notre temps.

Nous demandons que soit réunie dans les plus brefs délais une Conférence internationale qui aurait pour objectif de mettre fin à ce conflit, en rendant effective l'existence des deux Etats d'Israël et de Palestine.

Nous avons la conviction que la paix et la sécurité de tous sont à ce prix. Nous adjurons nos responsables politiques de prendre sans tarder, dans le concert international, une initiative ambitieuse et porteuse de réels espoirs et avancées dans ce sens.

Nous savons que sur le terrain beaucoup de groupes et d'organisations oeuvrent déjà dans ce sens par des initiatives qui sont l'honneur de notre humanité. Nous les saluons avec respect et espérance. Avec eux nous voulons être la voix de ceux dont la parole n'est ni entendue ni acceptée. Nous attendons de tous les médias qu'ils fassent mieux connaître ces actions et leurs promoteurs et contribuent ainsi à une véritable culture de la paix. Il n'est plus temps de tergiverser. Tout retard à agir rend passibles ceux qui ont le pouvoir de le faire de non-assistance à humanité en danger. Nous sommes à l'heure où à chacun la question est posée: « Qu'as-tu fait de ton frère? ».

Le MIR, l'ACAT, la CIMADE, la Conférence des Supérieurs majeurs de France, la Conférence française des Supérieures majeures, la Conférence mondiale des religions pour la paix - section française, le CCFD, Fondacio, l'Université catholique de Lille, l'Institut catholique de Toulouse, Justice et Paix, la Mission de France, Pax Christi France, le Secours catholique - Caritas France, les Semaines sociales de France.

Cette pétition a été mise en ligne sur le site de ces diverses associations, dont le MIR, en décembre 2006 et jusqu'en début janvier 2007 : elle a réuni au total 4453 signatures, dont 1960 en ligne et 2493 manuscrites (182 individuelles et 2311 groupées). Elles seront à présent transmises aux autorités politiques.

Le 15 décembre, une délégation de plusieurs membres des associations citées ci-dessus, s'était rendue à L'Elysée pour présenter ces requêtes au Président de la République : Yves Poulain participait à cette délégation en tant que représentant du MIR. Elle fut très courtoisement reçue par le chef de cabinet de Jacques Chirac, entouré de deux de ses conseillers pour le Moyen-Orient et pour les affaires religieuses. Une suite devrait si possible être donnée à cette première démarche dans les prochaines semaines.

Non pas la vengeance, mais la compassion...

Les familles et survivants de la tuerie tragique de Beit Hanoun⁹ ont déclaré qu'elles renonçaient à la vengeance. Noam Shalit, le père du capitaine kidnappé Gilad Shalit¹⁰, a rendu visite aux familles de Beit Hanoun dans un hôpital de Tel Aviv pour leur faire part de sa sympathie dans leur souffrance et leur deuil.

Quelle inhabituelle manifestation de compassion! Quelle puissante émotion, dans nos deux sociétés qui en manquent tant! Quand sommes-nous tous devenus si insensibles à la souffrance d'autrui? [...] Dans la société israélienne, montrer de la compassion se dit *yefeh nefesh*, littéralement *beauté d'âme*. [...] La réaction de Noiam Shalit et des gens de Beit Hanoun sont si inhabituelles dans notre vie politique et si inattendues qu'elles ont été jugées passives ou critiquées comme une capitulation devant l'ennemi. Je leur dédie les mots de cet article pour célébrer leur compassion.

Ghassan al-Qassem a perdu son frère dans la tuerie de Beit Hanoun. Sa mère est toujours hospitalisée dans un état critique. Je connais Ghassan depuis plus de dix ans. Il dirige la coopérative agricole de Beit Hanoun, l'un des principaux producteurs de fraises et de fleurs de Gaza. C'est un fermier, un homme d'action, pas de mots. Sa poignée de main est ferme et vous pouvez sentir sa bienveillance à son regard qui n'évite pas le vôtre. [...] Ghassan est un homme d'affaires qui se consacre à l'épanouissement de sa famille et de sa communauté. Il a compris depuis longtemps ce qu'était la nécessité de travailler avec des Israéliens, en partageant le même intérêt pour le profit et la prospérité grâce à la coopération.

Pendant les six dernières années, il a vu ces intérêts détruits par les tanks israéliens et par les roquettes Qassam lancées par des extrémistes islamistes. L'année dernière, après le retrait de Gaza, le passage frontalier de Karni est resté fermé pendant des mois et tous les fermiers de Beit Hanoun ont perdu une saison entière de dur labeur. Des amis de Ghassan, dont moi-même, ont appelé les autorités israéliennes à rouvrir Karni, pour qu'ils puissent exporter leurs fleurs, mais en vain. [...] Les fermiers de Beit Hanoun ont déraciné les champs et pleuré leurs pertes, avant de replanter pour la saison prochaine. A leur place j'aurais été

⁹ Village palestinien du nord de la bande de Gaza, qui avait subi des bombardement israéliens le 8 novembre 2006, ayant mené à la mort de plusieurs dizaines de Palestiniens.

¹⁰ Jeune soldat israélien prisonnier de groupes extrémistes palestiniens depuis le 25 juin 2006

plein de haine. Mais les habitants de Beit Hanoun n'ont pas appelé à la vengeance (tout comme aujourd'hui), ils ont simplement continué leur existence en espérant que leur prochaine récolte connaîtrait un meilleur sort.

J'ai rencontré Noam Shalit peu après l'enlèvement de son fils Gilad. Je ne le connaissais pas, mais j'ai été personnellement impliqué dans la tentative de libération de Gilad, après l'appel à l'aide d'un Palestinien du Hamas à Gaza, convaincu que la population de Gaza allait souffrir de cet enlèvement. En dépit du fait que j'ai parlé avec Noam plus de 100 fois, je ne lui ai jamais confié ce qui m'avait si profondément touché.

Sasson Nouriel, qui avait été enlevé et assassiné par le Hamas dans la région de Ramallah en septembre, l'année dernière, était le cousin de ma femme. Ils avaient le même âge. Ils ont grandi ensemble. J'ai même connu le ravisseur - ou plus exactement, je connaissais son père. Muhammad Salah, le père du garçon qui a assassiné le cousin de ma femme, était le chef de la police de Ramallah. En 1996, j'avais emmené un groupe d'officiers israéliens et palestiniens pour un voyage d'étude en Allemagne et Muhammad Salah faisait partie de l'équipe palestinienne. J'ai passé dix jours avec lui là-bas; son fils a tué le cousin de ma femme. Quand Sasson a été enlevé, j'étais à l'étranger et sa soeur m'a appelé pour que je les aide à le retrouver grâce à mes contacts avec les Palestiniens. J'ai demandé à ma collègue Hanna Siniora d'aller à Ramallah pour demander s'ils avaient entendu quoi que ce soit. Hanna est même allée parler à Muhamad Salah. Évidemment, il ne savait pas que son propre fils avait enlevé et déjà assassiné Sasson. Quand on m'a demandé d'aider à la libération de Gilad Shalit, j'ai juré de faire tout ce que je pouvais pour que Gilad retrouve sa famille sain et sauf.

Noam Shalit et Ghassan al-Quassem sont mes héros. Ils devraient l'être pour nous tous. Malgré leur souffrance personnelle, ils ont su faire preuve de compassion. Ils ont montré la véritable force de l'esprit humain. Ce ne sont pas des naïfs ; ce sont des *yefeh nefesh*, les symboles de l'espoir en un avenir meilleur pour chacun d'entre nous. *Par Gershon Baskin, directeur de l'ICPRI, Israel/Palestine Center for Research and Information, article paru dans le Jerusalem Post du 22 nov. 2006*



Les élections en République démocratique du Congo

Les membres du GANVE (Groupe d'actions non-violence évangélique), branche de l'IFOR et groupe ami du MIR, nous racontent les élections vécues de l'intérieur, avec les habitants de Lubumbashi, dans le sud-est du pays. Un témoignage intense de leur investissement pour la démocratie.

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, le 30 juin 1960, il n'y a jamais eu d'élections au suffrage universel et la population n'a jamais été impliquée dans le choix de ses dirigeants. [...] Pendant ces années, la soif du pouvoir et la volonté de puissance ont enfermé le peuple dans la peur et l'ont condamné à la souffrance, à la misère et à la mort. [...] Aujourd'hui, ce peuple, si longtemps soumis à la violence par ceux-là mêmes qui prétendaient agir en son nom, a eu l'occasion de s'exprimer par la voix des urnes. [...]

Les élections ont été organisées à quatre niveaux pour mettre en place de nouvelles institutions : élections présidentielles, législatives nationales et provinciales et enfin les élections municipales. Beaucoup ne croyaient pas aux élections ! Pour plusieurs raisons : parce qu'on n'a pas l'habitude qu'un accord soit respecté, mais aussi parce que la population pensait que la communauté internationale avait déjà « imposé » son candidat et que les élections n'étaient qu'une formalité. Alors les appels à aller voter se sont multipliés, insistant sur le fait que bâtir un pays de droit est de la responsabilité de tous et nécessite la participation de chacun : ce pays nous appartient ! [...] Moi, personnellement, c'est la première fois que je votais. Au-delà de toutes les irrégularités, je peux dire que voter est un acte de liberté profonde, de respect et de dignité.

La campagne électorale a été marquée par un grand tapage dans tous les coins de nos cités et par des scènes de violence, surtout au second tour, avec des affrontements entre les partisans des différents partis politiques. [...] Des cadeaux étaient distribués « par générosité » [...] Certains candidats avaient adopté comme arme de leur campagne « la tribu ». Dans ce cadre, la sensibilisation consistait à faire comprendre à la population qu'elle devrait exiger des candidats leur projet de société. Est-ce que les grands problèmes de notre pays les préoccupent ? Qu'est-ce qu'ils vont en faire ? « Ne nous arrêtons pas aux dons, allons plus loin ! Faisons parler notre conscience; ne votons pas en fonction de la tribu, mais votons en fonction des valeurs ! ». Les bus et les taxis devenaient aussi des lieux très intéressants

d'échange et de sensibilisation. Certains disaient que « les candidats donneurs » étaient généreux; « au moins ils partagent avec la population ». D'autres appelaient à la vigilance: « Nous ne voulons pas recevoir gratuitement », disaient-ils, « nous voulons un pays pour tout le monde et non pour quelques-uns, que tous jouissent de ses richesses ». À la descente du bus, on pouvait entendre quelquefois : « Attention, vigilance ! ». Pour garantir la transparence des élections, des « observateurs nationaux » ont été formés et déployés dans les différents centres de vote. Ainsi, le GANVE a été invité à en faire partie et ses membres étaient présents dans quinze bureaux de la circonscription de la ville de Lubumbashi. [...] Les opérations de vote se sont bien déroulées, au premier tour comme au second: pas d'encombrement, une bonne répartition des tâches entre les agents électoraux dans les bureaux de vote, des bureaux équilibrés en ce qui concerne le nombre d'électeurs - plus ou moins 600 électeurs par bureau, la présence de tous les témoins des candidats, des partisans qu'on avait vus s'affronter pendant la campagne assis côte à côte dans un climat détendu... [...] Mais les irrégularités n'ont pas manqué. Les jeunes, les papas et les mamans analphabètes ont éprouvé beaucoup de difficultés pour retrouver les candidats de leur choix sur un bulletin de plus ou moins 14 pages, vu la petite taille des photos. Ils s'en remettaient aux présidents des bureaux de vote qui, parfois, les orientaient vers les candidats de leur choix, ce qui a entraîné un grand nombre de bulletins nuls et gâchés. [...]

Le Congo vient de tourner une page de son histoire pour en écrire d'autres. C'est un petit pas dans la démocratie, le premier d'un long chemin. Meurtri par la misère, le peuple porte le désir profond de vivre dans la paix et dans la dignité : c'est le défi du Congo de demain que nous sommes appelés à relever. Construire la paix est l'affaire de tous et de chacun ! Face à une population éduquée dans un contexte de violence et n'ayant pas encore assimilé ou maîtrisé la culture démocratique, une population pour laquelle l'adversaire politique est considéré comme un ennemi à abattre, une population souvent manipulée par ses leaders politiques, le travail d'éducation à la paix et d'éducation civique s'imposent et le défi à relever est vraiment de taille. Dans ce sens, le GANVE est convaincu que l'école est l'un des lieux majeurs pour l'acquisition de cette éducation aux droits et à la paix. (...) *Josée Nseyo et le Groupe d'actions non-violence évangélique*

Pour en savoir davantage sur les élections en RDC et sur la démocratisation au Togo, voir le nouveau numéro des Cahiers de la Réconciliation « Togo : en route vers la démocratie » (vous pouvez le commander auprès du secrétariat du MIR : voir les contacts à la fin du bulletin).

La phrase du mois

« Une vie qui n'est pas donnée pour que les plus petits et les plus modestes puissent vivre est une vie perdue ».

Anna Politkovskaïa

Anna Politkovskaïa était une journaliste russe. Elle a été assassinée le 7 octobre 2006, sans nul doute pour avoir dénoncé sans relâche les crimes commis en Tchétchénie, la corruption du pouvoir et les mensonges du régime de Vladimir Poutine

Courrier des lecteurs

C'est avec plaisir que nous ouvrons désormais nos colonnes aux lecteurs du bulletin du MIR, avec cette rubrique « Courrier des lecteurs ». L'idée de cette chronique nous est venue en prenant conscience du nombre croissant de témoignages très intéressants que nous recevons. Par lettres ou par courriels, de France, du Proche-Orient ou d'Afrique, ces témoignages nous font découvrir des initiatives nouvelles et des projets favorisant la non-violence. Parfois, ils relatent aussi des situations difficiles de conflits et de crises.

Nous serions heureux de vous faire partager ces témoignages et de vous inviter vous aussi à vous exprimer, tout en sachant que le MIR se réserve le droit de publier ou non ce qui lui est envoyé.

Un témoignage du Liban qui nous est rapporté par Magdalena Franciscus, membre du groupe du MIR à Lyon :

« Oui nous croyons que l'amour est plus fort que la haine, nous croyons que le jour est plus fort que les ténèbres » : voilà ce que nous recevions de nos communautés du Liban après la guerre horrible de cet été. J'aimerais partager avec vous ce témoignage vécu actuellement à Btédii, dans la Békaa, à quelques kilomètres de Baalbeck :

« Depuis 3 semaines nous poursuivons notre projet en tant que constructeurs de la paix au-delà des différences, quand le monde autour de nous déclare la destruction et la mort. Aujourd'hui nous renouvelons notre volonté de construire des ponts humains qu'aucune arme ne pourra détruire, des ponts d'amitié et de paix entre les enfants, entre les familles de plusieurs villages et de plusieurs idéologies. Nous avons pris pour thème « La solidarité un chemin de paix ». A travers des jeux et des activités nous avons vécu des expériences de solidarité qui ont fait surgir un nouveau projet, celui de visiter les familles réfugiées dans un village voisin...

Les expériences se succèdent et de plus en plus nous devenons conscients, petits et grands,

qu'il est toujours possible de semer l'espérance et la rencontre là où règnent la haine et la division. Comme une boule de neige, les initiatives se poursuivent avec les animateurs et les villageois. Nous nous rendons compte tout d'abord de l'isolement et de l'angoisse vécus par les familles. Nous les écoutons et nous voyons de près les pertes énormes qu'ils vivent: manque d'eau, manque d'ouvriers, perte de la saison de pommes de terre, de tabac. Ils ont tout perdu et vivent dans l'angoisse et la peur. Avec nos pauvres possibilités nous essayons de les soutenir. Nous commençons par la prière, sachant que seule la prière peut nous garder l'espérance au coeur. Nous nous engageons avec eux à prier pour obtenir du ciel la paix véritable et durable. Mais un autre besoin surgit dans les villages. Il faut tailler les vignes. Comment ne pas chercher un moyen pour répandre un peu d'espérance au cœur du drame? Et nous prenons en mains l'animation de ce projet avec des jeunes qui apprennent très vite à manier le sécateur, ce qui permettra en 2 jours de sauver la saison des vignes !

En travaillant au champ, cette vigne nous attendait. Elle était sèche et voilà qu'elle reprend vie. Pour nous c'était expérimenter que la VIE est plus forte que la mort et que le jour est plus fort que les ténèbres ».

Beau témoignage tout simple de force, de foi. Croire contre toute espérance que rien n'est jamais irrémédiablement perdu. Laisser s'allumer en notre cœur le feu de la divine espérance [...].

Magdalena Franciscus, 9 novembre 2006

De-ci, de-là : Echo de nos partenaires

Après la grande manifestation de Cherbourg d'avril 2006, restez mobilisés contre le réacteur nucléaire EPR !

Depuis 50 ans, l'Etat français a investi sans limites dans le nucléaire, sans la moindre consultation de la population et sans véritable bilan. Aujourd'hui, sous des prétextes mensongers (lutte contre le changement climatique, indépendance énergétique, emploi, etc.), l'industrie nucléaire entend renouveler son coup de force en construisant un nouveau réacteur nucléaire, l'EPR.

Le 17 mars 2007, 5 grandes manifestations simultanées (à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse) permettront aux citoyens de faire entendre leur opposition à la construction de l'EPR, et leur exigence d'investissements dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Rejoignez-nous et participez à la campagne contre l'EPR.

Vous pouvez également vous adresser au collectif Stop EPR ou au MIR afin de commander des documents de campagne et d'écrire aux candidats à la présidentielle afin d'exprimer votre opposition à l'EPR.

Infos : www.stop-epr.org, Collectif STOP-EPR, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, Tél.: 04 78 28 29 22.

Toujours au plus près des immigrés clandestins et de leurs enfants avec RESF et la CIMADE !



Comme vous le savez sûrement déjà, le MIR agit depuis l'été 2006 aux côtés du réseau Education sans frontières (RESF) et de la CIMADE, pour lutter contre les expulsions brutales des immigrés clandestins et de leurs enfants. Même si ce sujet n'occupe plus le haut du pavé dans les médias en ce moment, il est plus que jamais nécessaire de rester attentifs et mobilisés, car les expulsions continuent. Afin de pouvoir vous aussi vous impliquer dans ces questions, consultez régulièrement le site Internet de RESF <http://www.educationsansfrontieres.org/>, abonnez-vous à la lettre du réseau en écrivant à educsansfrontieres@free.fr ou en vous inscrivant dans un collectif local de RESF dans votre département. Sachez que les lettres et pétitions que vous signez ne sont jamais inutiles et que rien qu'en décembre et janvier, près de la moitié des campagnes de lettres ont abouti et permis d'éviter à des familles d'être séparées et/ou renvoyées du pays.

Sachez aussi que la CIMADE vient de publier son état des lieux des centres et locaux de rétention en France. A commander à : la CIMADE, 176 rue de Grenelle - 75007 Paris, Tél.: 01 44 18 72 62 ou 01 44 18 72 63, Fax : 01 45 56 08 59, courriel: campagne@assezdhumiliation.org et site Internet : <http://www.assezdhumiliation.org>

Pour une reconnaissance des droits des travailleurs migrants !

Aux côtés du MIR et de nombreuses autres associations, signez la pétition en ligne pour les droits des travailleurs migrants. Celle-ci réclame la signature et la ratification par la France de la "convention des Nations-Unies sur les droits des travailleurs migrants (et les membres de leur famille)".

Cette dernière, aujourd'hui ratifiée par seulement trente-quatre Etats dans le monde (essentiellement pays de départ de migrants), reste

encore lettre morte, notamment dans les pays d'accueil. Elle le restera tant que la France, ses partenaires de l'Union européenne et la plupart des pays les plus industrialisés persisteront à en éluder la ratification. Pourtant, la précarisation des droits des migrants est en aggravation constante partout dans le monde et appelle un rempart juridique au plan international. Chaque année, le 18 décembre est la Journée internationale des migrants. L'année 2007 célébrera-t-elle enfin la ratification par la France de la convention internationale pour les droits des migrants ? C'est possible si nous sommes extrêmement nombreux à nous mobiliser aujourd'hui et tout au long de l'année à venir.

Signez la pétition sur : <http://www.emmaus-international.org/fr/petition/petition.php>

« Face aux violences urbaines : la médiation sociale » : le dernier exemplaire de Non-violence Actualité, vient de paraître !

Face aux exclusions - économiques, sociales et politiques - qui touchent souvent les plus pauvres, la médiation de quartier - ou médiation sociale - constitue un outil majeur pour redonner aux habitants responsabilité et créativité dans leur vie quotidienne. Participer concrètement à la gestion démocratique des problèmes de son quartier ou de sa commune peut faire naître et grandir, chez les citoyennes et les citoyens, un sentiment d'appartenance à la collectivité.[...].

Affronter les problèmes de violences dans les quartiers exige de bannir les discours qui, sous couvert de «compréhension» de ces phénomènes, excusent tout et déresponsabilisent. Cela exige également de redonner sa place à l'humain pour l'intégrer, avec tous les acteurs, aux processus de règlement des problèmes. [...] Le face à face, parfois exacerbé, entre les jeunes des quartiers et les institutions ne peut mener qu'à des affrontements toujours plus violents et meurtriers, dans une spirale sans fin. « Œil pour œil et le monde deviendra aveugle », disait Gandhi. Au service des citoyens, la médiation sociale est capable de créer les synergies nécessaires pour relever le défi de la démocratie et de l'indispensable développement social, urbain, culturel et humain.[...] Avec Martin Luther King, nous pensons qu'« il nous faut apprendre à vivre ensemble comme des frères, sous peine de périr ensemble comme des imbéciles ». Le temps presse...

N°290, Janvier-février 2007, 5 euros.

NON VIOLENCE ACTUALITÉ, BP 241, 45202 Montargis cedex.

Tél. 02 38 93 67 22. Fax. 02 38 93 74 72.

Courriel: nonviolence.actualite@wanadoo.fr.

Site Internet: www.nonviolence-actualite.org

L'action du mois

(Suite de la page 1)

Dans le cadre de cette campagne, nous vous invitons donc à interpeller les candidat(e)s aux élections législatives. Vous pouvez leur demander de s'engager en faveur d'un renforcement du suivi et du contrôle de la politique de coopération internationale de la France et, une fois élu(e)s, de mettre en place, au sein de l'Assemblée nationale, une délégation parlementaire aux organisations et négociations internationales.

Veillez trouver ci-joints les documents de campagne à remplir et à envoyer.

Merci de continuer d'agir à nos côtés !

La communion de prière

Tout comme en 2006, le MIR vous propose cette année toute une série de **fiches de Carême** pour réfléchir ensemble sur le message biblique et sur la non-violence et pour devenir acteur de paix au quotidien. Dans chacune de ces fiches, vous trouverez un passage biblique, suivi d'un commentaire, des exemples de paroles et d'actions inspirées par la non-violence, des propositions de sensibilisation et des thèmes à méditer. Vous pourrez utiliser ces fiches pour vous-mêmes ou vos proches, vous en servir dans le cadre de votre Eglise ou pour animer un groupe de réflexion sur la non-violence, par exemple dans un contexte associatif.

Vous pourrez très bientôt commander ces fiches au MIR, alors n'hésitez pas à nous contacter.

Pour ce premier exemplaire du bulletin de l'année, nous vous offrons donc cette première fiche de Carême en guise de communion de prière.

Ce bulletin a été réalisé par Bénédicte-Fleur Vapperau, Maria Biedrawa, Frédéric Aron et Yves Poulain.

Le MIR, Mouvement international de la Réconciliation,

68, rue de Babylone, 75007 Paris,

Tél. : 01 47 53 84 05, Fax : 01 45 51 40 31

Courriel : mirfr@club-internet.fr, site Internet : www.mirfrance.org

Pour soutenir le MIR, n'hésitez pas à remplir le coupon ci-joint, à y joindre un chèque et à nous l'envoyer.

Nous restons à votre disposition pour toute information.

Votre nom :

Votre prénom :

Votre adresse courriel :

Votre adresse :

- Je souhaite **adhérer au MIR** : 45 euros par an, 60 euros pour les couples, 80 euros pour les bienfaiteurs,
- Je souhaite **devenir sympathisant du MIR** : 19,50 euros par an,
- Je souhaite **m'abonner aux Cahiers de la Réconciliation** : 24 euros par an depuis la France, 19 euros pour les petits budgets, 30 euros pour les abonnés bienfaiteurs, 42FS pour la Suisse, 26 euros pour l'UE et 29 euros pour les autres pays,
- Je souhaite **faire un don au MIR**.



